



COMBATTRE LA VIOLENCE CONTRE LES ENFANTS : LE RÔLE DES PARLEMENTS

Séminaire régional organisé par l'UIP et l'UNICEF à l'invitation de l'Assemblée législative du Costa Rica

San José, Costa Rica, 26-28 août 2009

Résumé de recommandations adoptées par des parlementaires

Des parlementaires des pays suivants : Bolivie, Brésil, Costa Rica, Chili, Cuba, El Salvador, Equateur, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay et Venezuela se sont réunis à San José (Costa Rica), du 26 au 28 août 2009, à l'invitation de l'Assemblée législative du Costa Rica, avec l'appui de l'Union interparlementaire et de l'UNICEF, pour débattre du rôle des parlementaires face à la violence faite aux enfants et aux adolescents.

Cette rencontre leur a permis de dresser un bilan de la situation dans la région - 20 ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, de renforcer l'engagement à mettre en œuvre des recommandations de l'Étude du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, et de confronter leurs expériences respectives pour faire un meilleur usage des mécanismes parlementaires de lutte contre la violence à l'égard des enfants et des adolescents.

Durant les trois jours qu'ont duré les débats, les participants se sont intéressés aux cadres législatifs, à l'affectation et au contrôle des ressources destinées à la protection de l'enfance et de l'adolescence, aux mécanismes de contrôle, aux moyens nécessaires pour assurer la participation active des enfants et des adolescents aux processus parlementaires et à la coopération avec d'autres partenaires.

Le compte rendu des débats est en cours de rédaction. Il sera communiqué à tous les parlements de la région.

On trouvera dans le présent document sept recommandations prioritaires, auxquelles les parlementaires présents se sont engagés à donner suite à leur retour dans leurs assemblées législatives et congrès respectifs :

1. Organiser un débat dans chaque parlement national sur la suite donnée aux recommandations du Comité des droits de l'enfant et à l'Étude du Secrétaire général de l'ONU sur la violence à l'encontre des enfants et susciter chez les différents gouvernements la volonté politique de les mettre en œuvre.
2. Promouvoir un changement dans les politiques publiques sur la violence faite aux enfants de manière à ce que la priorité soit donnée à la prévention de la violence faite aux enfants et aux adolescents et à la promotion de cadres protecteurs, et encourager un changement culturel propre à faire évoluer les comportements individuels et collectifs en cause dans l'institutionnalisation de la violence contre les enfants et les adolescents. A titre prioritaire, inscrire dans le système éducatif du principe d'une éducation exempte de violence.
3. Interdire expressément dans le droit national toutes les formes de violence à l'encontre des enfants et des adolescents, y compris les châtiments corporels au sein de la famille, et promouvoir la mise en place de mesures de protection dans les procédures judiciaires afin d'éviter qu'enfants et adolescents ne soient l'objet de nouvelles violences.
4. Veiller à l'affectation de crédits suffisants pour l'exécution des politiques de prévention et de répression, ainsi qu'à la bonne utilisation des crédits alloués. A cette fin, il convient également de

mettre au point une méthode et des mécanismes parlementaires qui permettent de mesurer l'efficacité des crédits affectés à la protection des enfants et des adolescents dans le budget des pays de la région et de confronter les expériences en ce qui concerne les fonds prévus pour subvenir à leurs besoins - alimentation, santé, éducation et absence de violence.

5. Etablir dans les parlements et dans la société organisée, des mécanismes de contrôle du fonctionnement des institutions responsables des politiques de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des enfants et des adolescents, par exemple en sollicitant des informations et des données périodiques sur cette violence auprès des autorités compétentes. Demander également aux gouvernements que le Parlement soit associé à l'élaboration des rapports-pays au Comité des droits de l'enfant, au regard de la Convention.
6. Ménager aux enfants et aux adolescents des lieux de consultation et de participation représentative aux processus parlementaires, de manière à les inciter à exercer pleinement leur citoyenneté.
7. Promouvoir la coopération entre les parlements, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé (y compris les médias), aux échelons national et régional afin qu'ils définissent des politiques et programmes de nature à renforcer la lutte contre la violence à l'égard des enfants et des adolescents.

Les participants ont sollicité l'appui de l'Union interparlementaire (UIP) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour la mise en œuvre de ces recommandations.